



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'ACTION TERRITORIALE DE LUTTE CONTRE LES DROGUES ET LES CONDUITES ADDICTIVES EN 202

L'essentiel par région

octobre 2025

L'ESSENTIEL PAR REGION

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	918 358	36%
Prévenir les conduites addictives	472 498	51%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	22 000	2%
Accompagner les populations les plus vulnérables	191 300	21%
Conduire des actions de formation	155 680	17%
Actions d'études, diagnostics et communication	51 380	6%
Autres	25 500	3%
CREDITS ADDITIONNELS	1 610 251	64%
ARS	340 383	21%
Education Nationale	19 195	1%
FIPD	15 500	1%
Politique de la ville	1 000	0%
PDASR	20 100	1%
Justice	84 556	5%
Etat (autres)	254 687	16%
Collectivités territoriales	558 366	35%
Associations	66 613	4%
Autres	249 851	16%
FINANCEMENT TOTAL	2 528 609	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	en €uros	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Allier	44 500	92 791	68%	5	60%
Cantal	37 500	149 653	80%	8	88%
Haute-Loire	40 178	145 071	78%	8	63%
Puy-de-Dôme	59 500	124 033	68%	10	80%
Ain	96 000	191 903	67%	13	46%
Ardèche	50 000	137 168	73%	6	83%
Drôme	69 500	59 098	46%	5	60%
Haute-Savoie	78 500	92 060	54%	9	67%
Isère	147 500	228 065	61%	18	50%
Loire	66 500	141 863	68%	20	60%
Rhône	152 500	195 407	56%	13	62%
Savoie	76 180	53 139	41%	11	64%
Région	-	-	-	0	0%
Total	918 358	1 610 251		126	

Ain :

Commune de Bourg-en-Bresse :

- Action de prévention et d'éducation autour des écrans : finalisation et distribution des outils de communication auprès des familles et des professionnels (150 affiches, 7000 dépliantes) ;
- Soutien des écoles dans la mise en place des défis moins d'écrans et autres animations (permis Internet CM2, outils ressources) ;
- Participation à la conférence sur les écrans du Dr Anne-Lise Ducanda (organisée par le CD 01) ;
- Accompagnement des structures à la mise en place d'animations autour des écrans ou des alternatives aux écrans (médiathèque Césaire, centres sociaux, réseau de lecture publique, jeunes pousses) ;
- Achat d'outils pour faciliter les animations : exposition « Mon enfant, les écrans et moi », 2 kits Ludinet et sa ½ journée de sensibilisation par Fréquence Ecoles ;

- Programmation d'interventions pour des animations dans les structures et en allers-vers.

Communauté de communes Bugey Sud. Le projet 2024 "Prévention des addictions en Bugey Sud » consistait à :

- Animer une dynamique autour d'une culture commune et poursuivre l'outillage des publics", dans la continuité des actions engagées en 2023-2024 (*Par'en addiction*, action menée par 3 assistantes sociales du centre départemental de la solidarité du département) ;
- Animer des ateliers parentalité numérique à l'occasion de 2 événements, et rencontre avec les chefs d'établissement et l'inspectrice de circonscription de l'Education nationale ;
- Réaliser un diagnostic des addictions en Bugey Sud, qui a permis de maintenir la dynamique partenariale : organisation de 2 ateliers de concertation, présentation des premiers résultats lors de la Journée de la santé (coorganisée avec la CPTS, le centre hospitalier et le CCAS de Belley et s'adressant aux professionnels de santé, élus et structures médico-sociales notamment), présentation du diagnostic complet le 6 février 2025 aux élus et professionnels du territoire (17 personnes présentes).

Cantal :

Commune d'Aurillac : démarche de médiation en espace public festif et culturel durant le festival ECLAT par le biais de l'association FreeForm.

Haute-Loire :

Communauté de communes des Sucs. Salon santé « Qui fait quoi ? » : sensibilisation les collégiens et lycéens aux problématiques concernant les pratiques de conduites addictives (drogues, alcool, écrans...) par l'intermédiaire d'un salon ludique et interactif, information aux jeunes les structures locales d'information et de prévention des conduites à risques (vitesse, drogues, alcool...), lutte contre les phénomènes d'alcoolisation massive et précoce.

Isère

Commune de Saint Egrève : formation des professionnels aux développement des compétences psychosociales.

Commune de Péage de Roussillon : développer les compétences psychosociales.

Communauté de communes « Pays voironnais » : rendez-vous individuels et adaptés par des professionnels auprès des jeunes de la mission locale.

Communauté de communes Vals du Dauphiné : actions d'information, permanences auprès des élèves dans les collèges et lycées, et stages de prévention stupéfiants.

Loire :

Rive de Gier : mise en place d'ateliers de sensibilisation (tabac, drogue) au cours d'un tournoi de futsal et communication sur les structures existantes liées à la prévention des addictions (CSAPA de Rive-de-Gier, dispositif TAPAJ, UFOLEP). Cette action visait les jeunes de 16 à 25 ans (possibilité de participation des 11-15 ans). L'encadrement était assuré par les 3 structures socio-éducatives de la commune, la Sauvegarde 42 et des agents municipaux.

Rhône :

Commune d'Amplepuis : mise en œuvre du projet « Addict, moi jamais ! ».

Commune de Bron : sensibilisation et lutte contre les conduites à risques et addictions des jeunes.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	395 527	29%
Prévenir les conduites addictives	244 480	62%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	5 525	1%
Accompagner les populations les plus vulnérables	99 487	25%
Conduire des actions de formation	25 163	6%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	20 872	5%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	953 109	71%
ARS	226 911	24%
Education Nationale	3 685	0%
FIPD	63 653	7%
Politique de la ville	14 000	1%
PDASR	2 950	0%
Justice	122 760	13%
Etat (autres)	60 915	6%
Collectivités territoriales	174 392	18%
Associations	26 284	3%
Autres	257 559	27%
FINANCEMENT TOTAL	1 348 636	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	en euros	euros	%	Nombre	Taux de reconduction
Côte d'Or	37 130	281 365	88%	6	83%
Nièvre	17 800	34 200	66%	7	71%

Saône-et-Loire	48 200	95 684	67%	7	43%
Yonne	31 137	101 504	77%	6	50%
Doubs	49 200	251 479	84%	8	88%
Haute-Saône	19 800	8 483	30%	7	71%
Jura	21 900	16 771	43%	5	80%
Territoire-de-Belfort	12 797	48 597	79%	5	20%
Région	157 563	115 026	42%	8	50%
Total	395 527	953 109		59	

Côte d'Or :

Commune de Talant : mise en œuvre d'actions de sensibilisation sur les écrans :

- Action d'aller-vers les parents à la sortie des écoles : animation « café nomade » dans 4 écoles et collège, deux fois par an ;
- Ateliers d'information sur l'usage des écrans avec des approches ciblées (cybersécurité, harcèlement, impact santé) ;
- Temps dédié aux familles en présence de partenaires et experts pour une approche variée des écrans (jeu, réparation, prévention) ;
- Construction avec un collège et une école d'un challenge : 10 jours sans écran.

Doubs :

Commune de Besançon. Dispositif « Bienvenue aux Etudiants » : tenue d'un stand d'information sur les dispositifs de prévention des risques (alcool, cannabis, IST, son...). Deux étudiants ont été recrutés pour effectuer une information par les pairs. Des plaquettes d'information et du matériel de prévention ont été distribués. En complément, des maraudes ont été organisées avec Avenir Santé en soirées sur l'espace public, des agents municipaux ont été sensibilisés au ramassage de seringue.

Commune de Montbéliard. Diverses actions de prévention (avec comme support une pièce de théâtre, un kit de lunettes préventives et un mur digital) :

- sensibiliser les jeunes et enfants aux addictions sans produits (jeu) ;
- prévenir du danger et des méfaits des substances psychotropes ;
- sensibiliser le jeune public à l'usage détourné de protoxyde d'azote.

Jura :

Communauté d'agglomération du Grand Dole : Plusieurs objectifs éducatifs :

- sensibiliser les jeunes aux conduites à risques face à toutes formes d'addictions notamment en termes de consommation de produits illicites et licites ;

- favoriser les échanges avec les adultes sur ces thématiques en utilisant les outils théâtre forum et le cinéma théâtre interactif ;
- renforcer le travail entre les équipes éducatives et favoriser la formation des professionnels œuvrant auprès des jeunes ;
- mettre en place de nouveaux outils ou actions afin de mieux accompagner les familles face aux difficultés d'addictions de leurs jeunes.

Nièvre :

Commune de la Machine. Le centre socio-culturel Les Abeilles a mis en place des actions de renforcement des compétences psychosociales des enfants, jeunes, parents et professionnels dans le cadre d'une prévention de conduites addictives

Saône-et-Loire :

Comme de Gueugnon. Réalisation de plusieurs saynètes sur les thèmes suivants :

- Quels sont les risques liés aux différents produits (alcool, cannabis, etc.) ?
- Qu'est ce qui peut inciter à consommer ?
- Quel regard puis-je porter sur ma consommation ?
- Quel est le rôle de l'autre, du groupe dans ma consommation ?
- Image de soi, regard des autres, transgression, mal-être, sont-ils des facteurs entraînant une consommation à risque majorée ?

A l'issue de chaque saynète, le meneur de la troupe fait intervenir un ou plusieurs participants sur l'espace scénique (jeunes, parents, professionnels) et sur les questions liées aux consommations à risque. Ce spectacle aborde des questions fondamentales sur notre rapport aux consommations dites à risques.

Commune de Mâcon : formation des intervenants sur les mécanismes d'implication des mineurs dans les trafics de stupéfiants et la déconstruction des mythes associés aux trafics. L'objectif de cette formation est d'établir un cadre de référence, de former les intervenants et favoriser la coordination d'interventions multidisciplinaires.

- Début juin 2024 : Création du groupe de travail ;
- Octobre/décembre 2024 : Mise en place de cycle de formation des professionnels.
 - Acteurs : PJJ, Sauvegarde 71, structures scolaires, etc. Formation encadrée par l'association Addictions France.

Territoire de Belfort :

Commune de Belfort : favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des personnes condamnées à des travaux d'intérêt général (TIG) ou à des mesures de réparation pénale en 6 étapes : entretien avec le médiateur, accompagnement avec le médiateur, suivi par le médiateur, lien avec le CSAPA, bilan fait par le médiateur, compte-rendu à la justice

Yonne :

Communauté d'agglomération du grand sénonais : Le projet prévoit l'organisation de deux conférences au sein du territoire à destination des parents d'adolescents. Il est travaillé avec l'ensemble des acteurs locaux notamment France Addictions, la maison des adolescents, le contrat local de santé et les structures locales jeunesse (accueils de loisirs, espaces jeunes). Ces conférences sont suivies de temps d'échange entre professionnels et parents pour leur permettre une compréhension du processus et des dispositifs existants.

Les objectifs sont :

- sensibiliser les parents sur les pratiques addictives et les risques qui y sont liés ;
- connaître le processus et les étapes de l'addiction ;
- faciliter le repérage et leur permettre de connaître les dispositifs et services existants mobilisables.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	416 999	18%
Prévenir les conduites addictives	237 670	57%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	23 000	6%
Accompagner les populations les plus vulnérables	59 000	14%
Conduire des actions de formation	65 593	16%
Actions d'études, diagnostics et communication	13 126	3%
Autres	18 610	4%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	1 922 938	82%
ARS	610 774	32%
Education Nationale	15 205	1%
FIPD	10 000	1%
Politique de la ville	36 972	2%
PDASR	1 000	0%
Justice	25 290	1%
Etat (autres)	61 650	3%
Collectivités territoriales	750 763	39%
Associations	39 172	2%
Autres	372 112	19%
FINANCEMENT TOTAL	2 339 937	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	en euros	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Côtes d'Armor	58 600	210 657	78%	27	59%
Finistère	89 300	960 603	91%	17	35%
Ille-et-Vilaine	108 000	250 070	70%	15	73%
Morbihan	89 099	161 808	64%	11	73%
Région	72 000	-	0%	6	33%
Total	416 999	1 583 138		76	

Côtes d'Armor :

Communauté de communes Guingamp Paimpol Agglomération : différentes interventions auprès des scolaires, collégiens et lycéens.

Communauté de communes Lannion-Trégor Communauté. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Compétences psychosociales : accompagner les professionnels dans l'appropriation de l'approche CPS ;
- Maraudes : mobiliser les acteurs locaux sur la problématique des conduites à risques et des comportements addictifs ;
- Malle prévention : navettes sécurisées gratuites, maraudes, sécuriser les soirées étudiantes.

Commune de Dinan. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Cyberaction : intervenir dans les écoles (conférences, livret pédagogique) pour sensibiliser enfants et parents aux risques d'un usage prolongé et addictif des écrans et du numérique.
- Dépendances aux produits psychoactifs avec :
 - Accompagnement de personnes dépendantes aux produits psychoactifs ;
 - Organisation de deux journées de formation pour les professionnels non soignants du territoire à l'accompagnement des publics en situation d'errance ou de fragilité sociale.

Commune de Lamballe-Armor : accompagner les enfants dès le début de leur usage du numérique à devenir des citoyens avisés, avec une action de formation des professionnels et l'organisation d'ateliers de sensibilisation et prévention.

Commune de Saint-Brieuc : plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Action Déclic :
 - Proposer aux personnes en grande précarité des missions professionnelles ;
 - Participer à l'intégration du public dans la cité, modifier le regard du public sur ces personnes.
- Milieu festif : former les professionnels de la nuit et les bénévoles (une ou deux sessions).
- Aller vers : lutter contre l'alcoolisation en proposant des animations sur l'espace public dont la tenue retarde la consommation de produits (alcool...).
- TAPAJ : propose un emploi aux 16-25 ans marginalisés, usagers de drogues et sans domicile fixe ou vivant dans des quartiers défavorisés. Il permet ainsi à ces jeunes d'avoir une opportunité pour sortir de l'addiction.

- Prévenir pour limiter l'entrée dans le trafic : sensibiliser et informer les professionnels qui travaillent avec des jeunes afin de les aider à repérer les signes d'entrée dans le trafic de stupéfiants. L'action sera réalisée DDSP, la PM et ANPAA.

Finistère :

Commune de Morlaix :

- Réaliser une démarche de diagnostic partagé avec l'ensemble des partenaires jeunesse et coordonnée avec les services de justice et de police ;
- Détecter les signaux d'alerte chez les jeunes afin d'éviter une rupture éducative et prévenir les comportements déviants (trafics, consommation, prostitution...) ;
- Aller à la rencontre de ces jeunes de manière régulière par la mise en place d'un poste d'intervenante jeunesse.

Commune de Quimper : afin de répondre à des enjeux sanitaires, éducatifs, sociaux, citoyens sur la thématique par des actions concrètes, situées dans le temps, sur l'ensemble du territoire avec tous les partenaires mobilisés, la commune a mis en œuvre diverses actions :

- Former, informer, sensibiliser, accompagner la communauté éducative sur le sujet ;
- Accompagner les parents dans la construction de leur parentalité et dans le parcours éducatif de leur enfant sur le territoire ;
- Permettre l'accès aux ressources nécessaires au bien-être et au développement de leurs compétences (identification des ressources locales et nationales, création d'une campagne de diffusion et d'information ; mise en place d'une boîte à outils à destination des usagers et professionnels) ;
- Développer le partenariat et renforcer la cohésion, la transversalité et le sens du travail en équipe.

Communauté de communes du Pays Bigouden : plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Prévenir et réduire les prises de risques en milieu festif et permettre aux jeunes d'anticiper les risques liés à leurs consommations ;
- Promouvoir la vigilance collective, l'empathie et la bienveillance, notamment en milieu festif ;
- Favoriser le repérage et l'orientation des jeunes en difficultés ;
- Favoriser le maillage partenarial sur le territoire et permettre l'acquisition de nouvelles compétences professionnelles.

Ille-et-Vilaine :

Communauté de communes Redon Agglomération. Dans le cadre de l'élaboration du plan santé bien-être enfance jeunesse, des thématiques cruciales de santé ont été identifiées, notamment les conduites à risques, les conduites addictives. C'est dans cette optique que

l'action 1.8, intitulée « Soutenir des environnements périscolaires et extrascolaires favorables à la santé », a été approuvée. Cette action se concentre sur le développement des compétences psychosociales (CPS) comme levier pour contrer les problématiques de santé prioritaires du territoire afin de sensibiliser les publics.

Cette action – qui s'étend de 2024 à 2026 – vise à élaborer et mettre en œuvre un programme de sensibilisation et d'accompagnement des professionnels en deux phases distinctes :

1. Une phase d'impulsion collective, soutenue par une prestation de service, qui fait l'objet de la demande de subvention actuelle ;
2. Une phase de consolidation visant à pérenniser la dynamique mise en place.

Commune de Rennes. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Vie festive : Noz'ambule est un dispositif polyvalent visant à assurer la médiation dans l'espace public, à mener des actions de prévention et de réduction des risques, tout en surveillant l'évolution des pratiques festives et des consommations de substances psychoactives. Ses objectifs principaux sont d'encourager l'adoption de comportements favorables à la santé, de limiter les prises de risque lors des pratiques festives informelles, d'améliorer la qualité de vie et le respect des espaces publics, et de prévenir les comportements discriminants et violents.
- Prévenir les conduites addictives. Le projet est la mise en place d'un plan de prévention des conduites à risques et de réduction des dommages liées aux consommations de produits psychoactifs qui doit permettre d'appuyer la politique de santé publique de la Ville de Rennes. Les objectifs opérationnels comprennent le relais d'information et la sensibilisation sur les pratiques à risque, la coordination des partenaires pour des actions cohérentes et la mise en œuvre de la prévention et de la réduction des risques. Dans le cadre de ce plan, plusieurs actions sont entreprises :
 - 1. Relayer l'information et sensibiliser sur les pratiques à risque, notamment par l'actualisation, l'impression et la diffusion de documents ressources tels que des plaquettes et des flyers. Des initiatives de prévention par les pairs sont également encouragées, impliquant la création de messages de prévention par et pour les jeunes (partenariat avec le Lycée Coëtlogon). La sensibilisation se fera également à destination des professionnels et des habitants. Lors de la rentrée scolaire, une communication doit être entreprise auprès des universités de Rennes 2 et de Rennes.
 - 2. Coordonner les partenaires et mettre en cohérence des actions à destination des publics à risques, notamment par l'animation de groupes de travail partenariaux et le co-pilotage de groupes de travail du Conseil de la Nuit de la Charte de la Vie Nocturne.

- 3. Organiser la prévention et la réduction des risques en direction de la population, avec des actions telles que le développement d'espaces de médiation et de prévention autour de l'alcool, la proposition d'activités alternatives à la consommation d'alcool, et l'organisation d'actions de prévention en lien avec les établissements scolaires et les événements festifs.
- 4. Soutenir les associations et fournir un soutien financier, notamment à travers des conventions de fonctionnement avec des associations intervenant dans la promotion de la santé et la prévention des conduites à risques.

Ce plan de prévention et de réduction des dommages vise à appréhender les enjeux liés aux consommations de produits psychoactifs et à renforcer la politique de santé publique de la Ville de Rennes.

Communauté de communes de Couesnon Marches de Bretagne. Couesnon Marches de Bretagne et Fougères Agglomération ont signé en mai 2022 un contrat local de santé pour la période 2022-2027 avec l'ARS Bretagne et des partenaires institutionnels dont la sous-préfecture Fougères-Vitré. Ces deux intercommunalités s'engagent dans la lutte contre les addictions, en particulier le tabagisme avec la mise en place des espaces sans tabac pour prévenir l'initiation au tabagisme chez les jeunes et soutenir ceux qui souhaitent arrêter ou réduire leur consommation de tabac, en s'appuyant sur les structures de santé locales.

Afin de financer l'expérimentation d'un espace sans tabac, l'EPCI de Couesnon Marches de Bretagne a bénéficié de crédits MILDECA. L'objectif de cette expérimentation est d'étendre les espaces sans tabac à l'ensemble des autres communes de l'EPCI, en se fondant sur cette initiative pilote.

Le premier espace sans tabac, actuellement en phase expérimentale, implique tous les acteurs de l'équipement, sensibilise les jeunes pour en faire des ambassadeurs de la démarche et s'inscrit dans des actions connexes telles que des programmes en milieu scolaire et la participation à des événements de sensibilisation.

La démarche de labélisation d'espace sans tabac déclinée en priorité sur le territoire de Couesnon Marches de Bretagne est structurée autour de 4 axes, lesquels seront des « leitmotiv » pour le déploiement de ces lieux sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité :

- Identifier les lieux à labeliser en priorisant les équipements et espaces fréquentés par les « jeunes » ;
- Faire de ces espaces extérieurs des lieux de prévention ;
- Accompagner vers une aide à l'arrêt ;
- Agir pour l'environnement.

Morbihan :

Commune de Vannes : action à destination des collégiens (élèves de 4ème et des parents). Le « village ado » est organisé pendant 3 jours au palais des arts de Vannes et vise le développement de la santé des jeunes et le renforcement des compétences psychosociales. Divers espaces où les collégiens peuvent aborder la question du bien-être et l'estime de soi à partir de plusieurs thèmes dont celui des addictions et de l'usage des écrans. Théâtre forum sur le thème du harcèlement et réseaux sociaux. Espaces sur divers sujets : réseaux sociaux, la fête, le sommeil, le groupe, vie affective et sexuelle... Une soirée en faveur des parents autour de 2 thèmes (comment ne pas se mettre à dos nos ados, protéger ou contrôler ?). Ces espaces sont coanimés par des professionnels de l'association Douar Nevez, la maison des adolescents, le point Accueil Ecoute Jeunes, les Mots de Familles et la maison du droit.

Commune de Lorient : le point santé réseau médicosocial vise à coordonner l'intervention des acteurs du champ social, de la formation et de l'emploi avec les professionnels de santé des secteurs public et privé. Accompagnement des prises en charge médicales individuelles et des démarches avec l'ensemble des interlocuteurs administratifs de l'accès aux soins. Intervention mensuelle de la psychologue auprès du public sans domicile fixe.

PETR Pays de Ploermel. Le pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays de Ploermel-Coeur de Bretagne et la Mission locale pour les jeunes a initié une seconde édition du forum « Santé vous bien » à destination des élèves de 4ème du territoire du Pays de Ploermel. L'objectif est de sensibiliser les jeunes à la thématique de la santé et de leur présenter les différentes ressources disponibles sur le territoire. Il s'agit de proposer plusieurs temps d'information, de prévention et sensibilisation sur les comportements à risques, notamment ceux liés aux addictions (alcool, tabac, écrans, jeux...sous forme dynamique (ateliers, causeries, théâtre forum).

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	315 399	24%
Prévenir les conduites addictives	181 675	58%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	24 471	8%
Accompagner les populations les plus vulnérables	66 274	21%
Conduire des actions de formation	33 570	11%
Actions d'études, diagnostics et communication	8 059	3%
Autres	1 350	0%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	1 009 382	76%
ARS	584 391	58%
Education Nationale	22 284	2%
FIPD	3 003	0%
Politique de la ville	41 531	4%
PDASR	6 000	1%
Justice	23 600	2%
Etat (autres)	117 621	12%
Collectivités territoriales	119 335	12%
Associations	13 960	1%
Autres	77 657	8%
FINANCEMENT TOTAL	1 324 781	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	en €uros	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Cher	49 000	375 453	88%	32	69%
Eure-et-Loir	65 999	94 957	59%	10	70%
Indre	22 000	24 545	53%	3	0%
Indre-et-Loire	62 000	179 563	74%	18	89%
Loiret	63 400	140 240	69%	12	42%

Loir-et-Cher	31 000	23 430	43%	10	70%
Région	22 000	-	0%	5	0%
Total	315 399	838 188		90	

Loir-et-Cher :

Commune de Blois : l'objectif de ces journées est de proposer des actions de prévention : sur la prévention des 2 roues et des trottinettes pour les collégiens, sur la prévention des conduites à risques pour le lycéen.

Loiret :

Conseil départemental du Loiret : plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Prévenir les comportements violents des parents envers leurs enfants ;
- Développer une action de prévention dans le champ de la parentalité à destination des familles sur le territoire :
 - Aider les parents à ajuster leurs postures parentales faces aux comportements de leurs enfants ;
 - Responsabiliser les parents dans les situations conflictuelles avec leurs enfants ;
 - Action sous la forme d'atelier/spectacles participatifs grâce au Théâtre Forum.
- Mise en œuvre du programme de soutien aux familles et à la parentalité (PSFP) :

Commune de Fleury-les-Aubrais. Le dispositif mis en œuvre s'organise comme suit :

- Formation de base en addictologie de 2 jours (réalisée par l'APLÉAT-ACEP) ;
- Formation de 15 agents des maisons pour tous afin d'informer ;
- Développement d'un langage commun dans le champ des addictions ;
- Réflexion sur le repérage et l'orientation des jeunes.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	86 000	95%
Prévenir les conduites addictives	49 100	57%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	22 000	26%
Accompagner les populations les plus vulnérables	13 500	16%
Conduire des actions de formation	1 400	2%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	-	0%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	5 000	5%
ARS	-	0%
Education Nationale	-	0%
FIPD	-	0%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	-	0%
Justice	-	0%
Etat (autres)	-	0%
Collectivités territoriales	5 000	100%
Associations	-	0%
Autres	-	0%
FINANCEMENT TOTAL	91 000	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	en €uros	en €uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Haute-Corse	40 800	5 000	14%	4	100%
Corse du Sud	30 900	-	0%	5	83%
Région Corse	14 300	-	0%	6	94%
Total	86 000	5 000		15	

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	698 836	30%
Prévenir les conduites addictives	384 199	55%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	39 400	6%
Accompagner les populations les plus vulnérables	181 300	26%
Conduire des actions de formation	23 000	3%
Actions d'études, diagnostics et communication	34 101	5%
Autres	36 836	5%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	1 631 761	70%
ARS	161 658	10%
Education Nationale	22 394	1%
FIPD	56 000	3%
Politique de la ville	43 391	3%
PDASR	7 632	0%
Justice	359 356	22%
Etat (autres)	352 364	22%
Collectivités territoriales	291 743	18%
Associations	89 802	6%
Autres	247 421	15%
FINANCEMENT TOTAL	2 330 597	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	en euros	euros	%	Nombre	Taux de reconduction
Bas-Rhin	154 900	528 849	77%	20	70%
Haut Rhin	56 636	205 158	78%	5	80%
Aube	44 000	43 128	49%	13	43%
Haute-Marne	24 500	75 309	75%	19	54%
Marne	79 800	20 960	21%	15	11%
Ardennes	38 000	222 288	85%	7	40%
Meurthe-et-Moselle	77 500	288 002	79%	17	6%
Meuse	26 000	39 370	60%	13	62%
Moselle	146 500	119 209	45%	19	47%
Vosges	51 000	89 488	64%	12	50%
Région	-	-	-	0	0%

Total	698 836	1 631 761		140	
-------	---------	-----------	--	-----	--

Aube :

Troyes Champagne Métropole. Organisation de formation à l'attention des professionnels du secteur ;

1/ le conseil départemental d'Accès au Droit – CDAD 10

- Rappel des responsabilités juridiques d'un organisateur de soirée en lien avec un professionnel du secteur. Avant, pendant et après la soirée, et les conséquences que cela implique sur la charge responsable des associations étudiantes.
- Renseignements sur les obligations à respecter en tant qu'organisateur auprès des institutions (fiche état de sécurité, demande de débit de boisson, demande d'autorisation de bruit, etc.).

2/ Oppélia-ALT 10

- Explication des différentes drogues et de leurs conséquences en s'appuyant sur la promotion de la santé et l'intervention précoce, en lien avec un professionnel du secteur.
- Sensibilisation aux risques de prises de substances psychoactives. Identifier les différentes drogues, comprendre leurs conséquences sur la santé, attirer l'attention sur les situations auxquelles ils peuvent être confrontés lors des soirées.
- Permettre aux étudiants référents de pouvoir se saisir de l'ensemble des explications et par la compréhension de ces pathologies, désarmer les situations de crise, faciliter le dialogue et communiquer avec le ou les individus en cause sur les solutions existantes pour le/les aider à sortir de ses dépendances.

3/ La sécurité routière

- Sensibilisation aux risques liés à la consommation d'alcool, de substances psychoactives, cannabis, drogues et des médicaments psychoactifs en lien avec la conduite routière.
- Des actions sous forme d'ateliers et de parcours de simulation seront proposés :
 - Pour réduire les risques immédiats : via le dispositif SAM (valorisation des conducteurs désignés), en incitant à la mise à disposition de cocktails sans alcool lors des soirées, etc.
 - Sensibiliser sur le long terme via des actions de prévention sur les effets de l'alcool, du cannabis, des drogues et des médicaments psychoactifs en lien avec la conduite : perte de réflexes, somnolence, etc.

Marne :

Communauté d'agglomération d'Epernay, coteaux et plaine de Champagne : plusieurs actions ont été mises en œuvre

Programme de sensibilisation en milieu scolaire 2024 / 2025 :

- sensibilisation aux écrans et réseaux sociaux, sensibilisation à l'hypersexualisation sur les réseaux sociaux, compréhension des mécanismes de l'addiction et des risques liés à la consommation des produits.

Réflexions autour des addictions lors d'ateliers de création :

- création visuelle, Art thérapie, et Estime et affirmation de soi.

Conseil départemental de la Marne :

« Le coup de grâce », théâtre forum par la Cie du Sans souci : reconstitution d'une émission de télé-réalité mettant en scène 4 jeunes qui se disputent le droit de mourir pour en finir avec leurs souffrances. Le contenu aborde différentes causes du mal être : conduites addictives, harcèlement, décrochage scolaire, séparation des parents, rupture amoureuse, ainsi que les comportements à risques (alcoolisations, excès de jeux vidéo ou tentative de suicide).

Meurthe-et-Moselle :

Commune de Lunéville.

- Animation auprès des jeunes sur les conduites addictives : Stands au sein des lycées lors d'événements festifs ou autres : écouter, informer et échanger en s'appuyant sur des supports qui parlent aux jeunes ;
- Ateliers d'échanges en réflexion avec le corps enseignant.

Meuse :

Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud : création d'un forum Prévention santé ludo-pédagogique, gratuit, à destination des habitants du territoire et alentours. Diverses thématiques y sont abordées : nutrition, activité physique, prévention des addictions, dépistage et prévention des pathologies, parentalité, sexualité, santé environnementale, santé connectée, hygiène, bien-être.

Moselle :

Commune de Bouzonville : améliorer la santé de l'ensemble des habitants de Bouzonville et alentours en initiant une dynamique territoriale de préventions des addictions.

Vosges :

Commune de Mirecourt : Premiers secours en santé mentale : acquérir des connaissances de base concernant les troubles en santé mentale, mieux comprendre les différents types de crises en santé mentale, développer les compétences relationnelles écouter sans jugement, rassurer et donner l'information, appréhender avec plus d'aisance les comportements agressifs, tester et s'appropriier un plan d'action qui peut être utilisé pour apporter un soutien immédiat sur des problèmes de santé mentale.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	768 574	29%
Prévenir les conduites addictives	559 324	73%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	26 500	3%
Accompagner les populations les plus vulnérables	140 990	18%
Conduire des actions de formation	13 760	2%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	28 000	4%
CREDITS ADDITIONNELS	1 862 999	71%
ARS	180 017	10%
Education Nationale	8 054	0%
FIPD	50 917	3%
Politique de la ville	40 713	2%
PDASR	9 064	0%
Justice	195 197	10%
Etat (autres)	264 877	14%
Collectivités territoriales	415 034	22%
Associations	200 297	11%
Autres	498 830	27%
FINANCEMENT TOTAL	2 631 573	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Nord	248 573	512 639	67%	27	52%
Pas-de-Calais	184 387	527 383	74%	35	63%
Aisne	63 696	90 230	59%	19	68%
Oise	67 050	87 924	57%	12	67%
Somme	97 640	469 002	83%	13	46%
Région	107 228	175 822	62%	6	67%
Total	768 574	1 862 999		112	

Aisne :

Commune de Hirson, Buire et Saint-Michel. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Spectacle-débat de la compagnie Acaly autour de l'estime de soi.
 - 2 journées d'interventions soit 4 séances réparties pour les élèves de 6ème et 5ème des collèges d'Hirson et de Saint-Michel.
 - Travail en amont en lien avec les équipes éducatives pour préparer ces interventions"
- Ateliers d'informations sur les addictions de l'animateur du centre social et d'animation culturelle et de la médiatrice santé, formés par France Addictions.
 - Intervention du CSAPA sur les addictions aux jeux d'argent et de hasard ;
 - Escape game sur les écrans et les fake news par l'animatrice du CISPD et de la médiatrice santé ;
 - Atelier photo langage ;
 - Intervention de la compagnie « Acaly » : spectacle la « boîte à maux » sur l'estime de soi ;
 - Intervention de la compagnie « masquarades » : spectacle « elle coule en moi » sur les addictions.
- Mise en place de stands ludiques :
 - CIJ : atelier alcool et utilisation d'un parcours avec utilisation de lunettes de mise en situation d'alcoolémie ;
 - CPAM : atelier tabac ;
 - MPF : atelier numérique et utilisation abusive des écrans ;
 - APTAHR : atelier de prévention aux addictions aux jeux d'argent et de hasard ;
 - Boxing club d'Hirson : atelier ludique d'initiation à la boxe pour travailler sur l'estime de soi et la concentration ;
 - les Francas : interview des élèves et diffusion sur leur web radio « le p'tit média ».

Communauté de communes Château-Thierry. Plusieurs actions ont été menées :

- élargissement du partenariat existant notamment avec la commune de Férée-en-Tardenois sur l'alcool, le tabac et les drogues et les centres sociaux sur l'utilisation des portables et les réseaux sociaux ;
- création d'un réseau de partenaires et des formations suivies pour approfondir les compétences afin de travailler collectivement sur la mise en place d'actions de sensibilisation, d'accompagner et de prendre en charge les usagers

Commune de Chauny. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Interventions de la compagnie Masquarades : spectacle « l'enfer de Lisa » sur la prévention des écrans auprès des élèves de 5ème. Le projet est préparé en amont avec les élèves et un questionnaire à traiter en cours est remis à la fin de la représentation ;
- Interventions d'une professionnelle en addictologie, de la police municipale, des gendarmes et des pompiers concernant l'usage des cigarettes électroniques et des nouvelles drogues de synthèse dans les collèges et lycées de Chauny.

Commune de Tergnier. Installation de stands devant les écoles maternelles et primaires de la ville (15 écoles) afin d'échanger et de faire comprendre aux parents la nécessité d'être très vigilant face aux écrans que les enfants utilisent :

- démonstrations sur le contrôle parental et mise en place de slogan ;
- intervention des partenaires présents (centre social, ADSEA, et éducation nationale) ;
- campagne de prévention dans la ville et sur le site internet.

Pas-de-Calais :

Syndicat intercommunal à vocation multiple de la communauté du Bruaysis : plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Diagnostic auprès des élèves sur leur mode de consommation du tabac (et narguils), des écrans, de l'alcool, du cannabis, du protoxyde d'azote ;
- Pièce de théâtre dans chaque collège avec débat à la suite (association la Mule) (5ème ou 4ème) ;
- Café des parents afin de présenter le projet, les actions tout au long de l'année, les structures d'aide et d'accompagnement autour des addictions sur le territoire (à programmer avec chaque établissement en associant les PRE des communes) ;
- Quatre ateliers de prévention pour chaque classe dans chaque collège sur les thèmes : écrans (6ème), tabac-chicha (5ème), alcool (4ème), cannabis (3ème), évaluation du projet.

Commune de Noyelles-sous-Lens : action de prévention à travers la création de supports de communication sur les conduites addictives :

1. Réalisation des supports de prévention attractifs et percutants par les jeunes eux-mêmes :
 - Ateliers d'écriture créative pour élaborer des slogans et des messages percutants ;
 - Ateliers d'arts plastiques pour créer des affiches, des flyers et des oriflammes originaux ;
 - Ateliers de production audiovisuelle pour réaliser des courts-métrages et des web-séries sur les thèmes des addictions.
2. Diffusion des supports dans les lieux publics et lors d'événements festifs et sportifs :
 - Affichage des supports de communication (affiches et flyers) dans les commerces, les structures municipales, le collège, le centre social et culturel ;
 - Projections des courts-métrages et/ou web-séries lors de concerts, d'événements sportifs et manifestations organisées par la commune ;
 - Diffusion des supports sur les réseaux sociaux utilisés par les jeunes.
3. Sensibilisation à l'adoption de comportements sains et responsables :
 - Promotion d'activités alternatives aux conduites addictives (sport, culture, loisirs) ;
 - Mise en place de groupes de soutien et d'accompagnement pour les jeunes en difficulté ;
 - Renforcement du lien entre les jeunes et les acteurs locaux de la prévention.

Communauté de communes du Sud-Artois : proposition, en direction des jeunes, d'un projet liant prévention et culture artistique (ateliers de Slam sur le sujet des addictions) et encadré par un intervenant. L'objectif est la réalisation d'un enregistrement des textes avec mixage musical et création de CD et d'un vidéo clip. Cette action s'adresse aux classes à partir de la 4ème jusqu'à terminale des collèges et lycées du territoire (soit 1 classe par établissements).

Communauté urbaine d'Arras : chaque année lors du main square festival, le service promotion et économie de la santé organise un village santé avec les partenaires du territoire (département, préfecture, 3114, CARRURE, IFSI). Ce village santé a pour objectif de faire de la prévention santé auprès du public présent sur les conduites à risque notamment sur la thématique de la consommation de substances illicites volontaires ou à l'insu de la personne.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	1 510 039	12%
Prévenir les conduites addictives	715 122	47%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	44 500	3%
Accompagner les populations les plus vulnérables	613 845	41%
Conduire des actions de formation	56 500	4%
Actions d'études, diagnostics et communication	68 072	5%
Autres	12 000	1%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	10 627 485	88%
ARS	1 884 619	18%
Education Nationale	12 840	0%
FIPD	277 245	3%
Politique de la ville	124 000	1%
PDASR	35 214	0%
Justice	125 916	1%
Etat (autres)	1 135 467	11%
Collectivités territoriales	1 883 740	18%
Associations	73 720	1%
Autres	5 074 724	48%
FINANCEMENT TOTAL	12 137 524	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Essonne	85 742	224 758	72%	17	94%
Hauts-de-Seine	97 990	4 416 926	98%	17	71%
Paris	577 703	1 689 200	75%	36	81%
Seine-et-Marne	97 991	380 760	80%	10	70%
Seine-St-Denis	181 572	647 454	78%	17	53%

Val-de-Marne	85 742	503 015	85%	22	82%
Val-d'Oise	110 239	289 458	72%	20	80%
Yvelines	85 742	392 357	82%	30	73%
Région	187 318	2 083 557	92%	15	73%
Total	1 510 039	10 627 485		10 627 485	

Seine-et-Marne :

Commune de Savigny-le-Temple : actions de lutte contre les addictions

Yvelines :

Commune de Coignières. Plusieurs actions ont été mises en œuvre et visent à :

- Informer sur les dangers du narguilé ;
- Prévenir l'initiation au tabagisme et à dissuader les jeunes de commencer à fumer ;
- Favoriser la participation des jeunes et les encourager à devenir des ambassadeurs de la désensibilisation ;
- Impliquer les acteurs locaux (mobilisation des municipalités, des habitants, et des associations locales) ;
- Organiser des activités de prévention et d'éducation (mise en place d'activités créatives et informatives) ;
- Participer à des concours et dispositifs de prévention ;
- Faire le lien avec les élus et acteurs locaux : médiation entre les jeunes et les décideurs locaux. Plus spécifiquement, le projet consiste à sensibiliser les publics concernant les dangers des différentes drogues avec l'appui d'une association habilitée.

Commune de Vélizy-Villacoublay. En partenariat avec l'association G-ADDICTION, mise en place d'un Escape Game (élu prix national innovation sécurité routière) imaginé, créé et déployé par des pompiers, par les forces de sécurité intérieure, des professionnels de santé et des jeunes engagés.

Commune de Magny-les-Hameaux : mise en place d'un dispositif de sensibilisation et d'écoute avec le RESSY.

- Etapes de la mise en œuvre :
 - Choix des élèves par l'équipe éducative du Collège et l'équipe pluridisciplinaire de la Réussite Educative ;
 - Rencontre du jeune et de sa famille avec la personne ayant repéré l'élève ;
 - Organisation d'une rencontre entre le jeune, sa famille et le thérapeute du RESSY qui suivra le jeune ;
 - Accord de la famille et du jeune, mise en place de rendez-vous individuels entre le jeune et le thérapeute du RESSY et avec la famille en fonction des problématiques traitées ;

- Bilan avec le jeune, la famille et la thérapeute du RESSY ;
- Bilan avec le thérapeute et la coordinatrice RE puis retour à l'équipe à la fin de la période choisie.

Le nombre de séances par enfant/jeune est défini en fonction de la problématique à travailler et du contact entre l'enfant/jeune et le thérapeute. Les bilans mensuels avec les thérapeutes et l'équipe pluridisciplinaire permettent de réajuster les suivis en cours d'année."

Commune de Conflans Sainte-Honorine : mise en place d'activités de prévention/sensibilisation aux dangers des écrans et des animations pour faire découvrir ou redécouvrir les activités alternatives aux écrans, à réaliser seul ou en famille, pour faciliter la déconnexion.

➤ Stands prévention.

- Centre médico-psychologique pour Enfants et Adolescents : prévention écrans avec documentation et présence de spécialistes en santé mentale ;
- Parcours de motricité avec un ergothérapeute : parcours avec des objets du quotidien disponibles à la maison, pour le reproduire au domicile ;
- Prévention écrans/sommeil avec un Jeu de L'oie proposé par des infirmières scolaires ;
- Stand OPPELIA : Stand de jeux parents enfants avec des jeux spécifiquement conçus pour la sensibilisation aux dangers des écrans ;
- CPAM – Prévention santé générale ;
- PMI : prévention santé du jeune enfant - ciblée prévention écrans ;
- UNICEF et stand KAMACHIBAI : pièce de théâtre sur la gestion des émotions, avec un lien avec les écrans.

Commune de Saint-Cyr l'Ecole : mise en place d'un projet de sensibilisation et de prévention des publics sur les risques et les conséquences liés à une utilisation excessive des réseaux sociaux, des écrans et des jeux vidéo, ainsi qu'aux effets d'une alimentation déséquilibrée, à la consommation de tabac, d'alcool et aux drogues. Pour cela, le service jeunesse a décidé de mettre en place des actions en partenariat avec des professionnels et des associations spécialisées dans ces domaines. Le projet s'organise comme suit :

➤ Séance de sensibilisation animée par une troupe professionnelle :

- Pendant cette séance, les jeunes sont encouragés à participer activement en posant des questions, en proposant des solutions aux situations présentées, ou en jouant des rôles dans les scènes ;
- Intervention d'un professionnel du Réseau Santé Sud Yvelines (Ressy) pour animer un groupe de paroles et débattre, à l'aide de différents outils, sur les différents types de conduites à risque. L'objectif visé est d'améliorer la compréhension chez les jeunes les enjeux liés aux conduites addictives et aux comportements à risque.

➤ Ateliers sur l'alimentation, les addictions et le bien-être :

- Organisation de différents ateliers pratiques et informatifs, en partenariat avec une nutritionniste sur l'alimentation équilibrée, la préparation de repas sains, etc ;
- Invitation d'associations sportives locales à proposer des activités physiques et venir faire des démonstrations pour encourager les jeunes à adopter un mode de vie actif (propositions d'activités sportives à la maison ou en groupe l'extérieur) ;
- Intervenir une sophrologue, pour animer des ateliers sur le bien-être mental et physique et la gestion des émotions.
- Réalisation de courts métrages de sensibilisation concernant les conduites à risque :
 - Organisation de sessions de formation sur la réalisation de films pour aider les jeunes à acquérir les compétences nécessaires à l'élaboration d'un scénario, story board, techniques de prises de vue ;
 - Planification d'une projection publique des courts métrages dans le cinéma de la ville.

Commune de Poissy : actions portées par les Bureaux Informations Jeunesse (BIJ) avec l'organisation de sensibilisations aux psychotropes, aux dangers de l'usage excessif des écrans et des jeux sont proposées tout au long de l'année par les BIJ. Un ciné-débat consacré à la prévention des psychotropes a également eu lieu au sein de notre structure à destination des collégiens et des lycéens : un film est projeté et suivi d'un débat animé par le BIJ et un intervenant spécialisé."

Commune de Plaisir.

- Création d'ateliers de travail avec des professionnels internes et externes à la ville (Pôle Médiation Prévention, Maison des Ados de Plaisir et Espace Jeunes, Point Information Jeunesse, éducateurs de prévention spécialisée de l'IFEP, Mission Locale, Education Nationale, Lieu Ecoute Jeunes, Secteur d'Action Sociale) afin d'élaborer les ateliers de travail qui feront suite à la présentation de la pièce de théâtre interactive et immersive « Celle qui cool en moi ! ».
- Sensibilisation du public lycéen et celui fréquentant la MAP et l'Espace Jeunes afin de récolter leurs questions et représentations.
- Des temps rencontres débats ont été organisés sur les structures avec pour objectif de recueillir les besoins des jeunes en termes d'accompagnement et de suivis et ce, dans l'objectif d'organiser le forum santé jeunes du mois d'octobre.

Hauts-de-Seine :

Ville de Nanterre : développement d'une culture commune et d'une connaissance des risques liés à l'usage des écrans auprès des jeunes de la ville en proposant différents types d'actions :

- Actions en direction des collégiens : développement du partenariat avec d'autres établissements sollicitant le service prévention santé sur la thématique des écrans.

Ces actions sont élaborées en lien avec l'espace santé jeunes et la réussite éducative. Plusieurs représentations théâtrales ont été réalisées sur l'ensemble des collèges de la ville.

- Relai de campagnes nationales et événements grand public : actions pluri-partenariales dans le cadre des Semaines d'informations en santé mentale sur la thématique (ex : parentalité et écrans - 2019), stands de sensibilisation et échanges lors du moi(s) sans tabac, fêtes de quartiers... .
- Actions de quartiers :
 - poursuite du travail engagé avec le groupe de travail du Chemin de l'Ile ;
 - développement d'actions en direction des jeunes du quartier du Petit Nanterre sur les addictions dans le cadre du groupe de travail santé ;
 - accompagnement des acteurs locaux du Petit Nanterre : réunion d'information, ressources d'orientation et de prise en charge existants sur les conduites addictives, y compris les addictions sans substance ;
 - actions collectives sur la prévention du tabagisme et notamment de la chicha chez les jeunes.

Ville de Suresnes. En ce qui concerne les conduites addictives, la ville mène plusieurs actions :

- Auprès des lycéens : dans le courant de l'année 2024, Suresnes Information Jeunesse a organisé son mois d'actions, dont l'objet était de sensibiliser les lycéens sur la thématique des addictions avec substance. Les actions menées ont visé à sensibiliser et informer les jeunes sur le cannabis, à accroître leur vigilance face aux idées reçues, à susciter une prise de conscience et une responsabilisation des jeunes et les informer sur les lieux et personnes ressources. Ces actions ont pris différentes formes : journées consacrées à la thématique au sein de la SIJ, animation de tables rondes-quizz, mur d'expression, création d'une plaquette pour les jeunes, animation d'ateliers...
- Auprès des professionnels, des jeunes et des parents : organisation d'un événement (Ecran Total - Une quinzaine sur les écrans et le numérique) sur les écrans et le numérique. L'objectif ici est de prévenir les conduites à risques et contribuer à l'éducation et à la culture du numérique, de sensibiliser les publics à l'esprit critique, d'accompagner les familles dans l'utilisation du numérique, de travailler sur la question du cadre éducatif avec les parents et de sensibiliser les professionnels aux enjeux autour du numérique.
- La ville propose également de mettre en place des soirées débats et conférences pour les familles, des expositions, des ateliers de prévention, des ateliers de jeux en familles pour permettre notamment de développer les compétences parentales.

Ville d'Asnières-sur-Seine : plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- 1. Ateliers de sensibilisation des parents à la gestion du temps d'écrans des enfants

- Objectifs : comprendre les enjeux liés à l'exposition précoce et intensive aux écrans des enfants, informer les parents sur les impacts des écrans sur la santé et le développement global des enfants...
- En pratique : présentation du retour d'expérience de l'action confiée aux infirmières scolaires en 2023, temps d'échange d'une heure pour permettre de partager les défis liés à la gestion du temps d'écran des enfants, bénéficier d'informations et ressources utiles, imaginer des solutions collectives pour favoriser un usage sain et équilibré des écrans au sein du foyer.
- 2. Réalisation d'une vidéo de sensibilisation sur l'usage des réseaux sociaux avec les jeunes des instances municipales pour les impliquer à la sensibilisation de leurs pairs sur les impacts des réseaux sociaux sur la santé physique et mentale, développer leurs compétences psychosociales quant à l'utilisation des réseaux.
 - En pratique : Réalisation d'une vidéo de prévention sur la thématique pour prendre conscience des opportunités des outils numériques, réflexion sur les impacts des réseaux sociaux sur leur santé globale, présentation de la vidéo aux membres du Conseil municipal des collégiens et des lycées et diffusion de la vidéo sur le site internet de la ville, compte Instagram...
- 3. Ateliers de sensibilisation des élèves de CM2 à une gestion maîtrisée du temps d'écran et à un usage raisonné des réseaux sociaux pour identifier les impacts de l'exposition précoce et intensive des écrans sur la santé physique et mentale, favoriser des alternatives à l'usage des écrans, développer l'esprit critique des élèves (avec un temps d'échange pour introduire le thème et apprendre à mieux se connaître : ""Qu'est-ce qu'un écran ?"", ""À quoi ça sert ?"", ""Combien de temps passes-tu sur un écran ?"", travail en groupe sur les conséquences de l'exposition intensive et précoce aux écrans sur la santé et alternatives possibles).
- 4. Ateliers de sensibilisation à la gestion du temps d'écran à destination des élémentaires.
 - Objectifs : information, sensibilisation et développement des compétences psychosociales.
 - En pratique : séances de sensibilisation menées par les infirmières scolaires municipales, identification par les élèves des différents types d'écran, temps d'échanges...
- 5. Action de prévention sur la consommation de protoxyde d'azote pour comprendre les enjeux liés à sa consommation et ses conséquences sur la santé, développer les compétences psychosociales des jeunes et un esprit critique sur l'utilisation du produit et faciliter le repérage et la mise en contact avec des professionnels pour accompagner les jeunes consommateurs.
 - En pratique : il s'agit d'informer les jeunes sur l'aspect addictif du produit, visionner des contenus vidéos et audios qui racontent l'expérience vécue par un proche de consommateur, dans des situations de consommation différentes et temps d'échange.

Seine-Saint-Denis :

Commune du Dugny : prévenir et réduire les conduites addictives dans les QPV avec :

- des actions en milieu scolaire (sensibiliser et informer sur les risques) ;
- de l'accompagnement au sevrage ; proposer un suivi individuel par des professionnels ;
- identification des facteurs initiaux qui poussent à la consommation (curiosité, stress, pression de groupe, facteur d'initiation ou d'intégration) et proposition des solutions adaptées à chaque consommateur.

Commune de l'Ile Saint-Denis. Plusieurs objectifs opérationnels ont été définis :

- constitution d'une communauté d'intervenants spécialisés garante d'une démarche qualité en prévention et promotion de la santé ;
- renforcement des compétences psycho-sociales des jeunes afin de leur permettre de prendre des décisions éclairées et de renforcer leur pouvoir d'agir ;
- formation des acteurs municipaux et associatifs à un langage commun, concernant le renforcement et le développement des compétences psychosociales ;
- réduction des risques à la consommation aux produits psycho-actifs chez les jeunes de 12 à 18 ans, informer les adultes sur les effets de produit psychoactif et l'offre médico-social dédié.

Val-de-Marne :

Commune de Chennevières-sur-Marne : sensibilisation des jeunes aux échanges liés aux conduites addictives dans le cadre d'un dispositif de soutien psychologique dans les locaux du centre municipal de la Colline. La permanence s'adresse tout particulièrement aux enfants, aux jeunes ou adultes confrontés aux problématiques addictives.

Commune de Cachan. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Procès reconstitués auprès des élèves d'une classe de 4ème du collège Paul Bert de Cachan ;
- Prévention santé jeune : intervention mensuelle à la mission locale du Val-de-Bièvre sur le thème de la santé notamment sur les thématiques de consommation de produits et d'écrans ;
- Intervention sur les dispositifs SESAME de Fresnes et INCLUSION de Villejuif à destination des collégiens exclus temporairement de l'éducation nationale (la sensibilisation aux addictions est un thème abordé) ;
- Groupes de parole ados/parents auprès des partenaires du PAEJ (services jeunesse, centre socio-culturels, établissements scolaires).

Commune de Créteil :

- Conduite d'espace d'écoute spécifique pour les jeunes consommateurs ou en voie de l'être.

- Accompagnement personnalisé sur les facteurs déclencheurs.
- Sensibilisation aux addictions, au cours de leurs interventions dans les collèges et lycées.
- Ateliers thérapeutiques d'écriture et lors des 2 semaines dédiées au bien-être du PAEJ dans l'année.

Commune de Champigny-sur-Marne : en 2024, la Maison de la Prévention a poursuivi et renforcé ses actions en matière de prévention des conduites addictives, d'accompagnement des publics vulnérables et de sensibilisation des acteurs du territoire.

- Développement des compétences psychosociales : Des outils créés en interne (les DEBATTES, la rivière du doute, One minute) sont mobilisés pour accompagner les jeunes dans l'expression de soi, l'écoute et la gestion émotionnelle, notamment dans le cadre de débats.
- Interventions ciblées en milieu scolaire : Des actions ont été menées dans plusieurs lycées avec des élèves en situation de rupture scolaire. Les contenus ont été ajustés aux problématiques identifiées (ex. : usage d'alcool, consommation extrême), avec un accompagnement renforcé.
- Présence territoriale renforcée : La Maison de la Prévention est présente dans des quartiers prioritaires, notamment à Villiers-sur-Marne, via des actions éducatives, des permanences dans les centres sociaux et une coopération active avec les acteurs jeunesse.
- Interventions en foyers éducatifs (ASE) : des échanges bimensuels ont lieu dans plusieurs foyers accueillant des mineurs, avec un travail sur des problématiques sensibles (michetonnage, prostitution, polyconsommation).
- Accompagnement vers l'insertion : des interventions régulières ont été assurées auprès des missions locales, notamment dans le cadre du Contrat Engagement Jeune. Un accompagnement éducatif ou psychologique a été proposé à certains jeunes volontaires.
- Soutien et formation des professionnels : en partenariat avec des structures comme les CSAPA, la MDA94 ou la prévention spécialisée, la Maison de la Prévention a déployé une démarche de formation à la réduction des risques pour les professionnels éducatifs en contact avec des publics jeunes.
- Soutien à la parentalité : des groupes de parole, cafés des parents et conférences ont été organisés autour de thématiques identifiées, notamment la place des écrans, les comportements à risques et l'adolescence, en partenariat avec les structures de proximité.

Commune de Vitry-sur-Seine : le projet s'est déroulé en partenariat avec l'association Radio Activité et les ambassadeurs de la santé de l'association Unis-Cité (14 jeunes). Deux premières séances de sensibilisation autour des addictions puis plus spécifiquement du

protoxyde d'azote ont eu lieu, animées par le service promotion de la santé. Les trois séances suivantes ont été consacrées à la découverte de l'outil radiophonique et à la réalisation de micro-trottoirs auprès d'autres jeunes dans l'espace public.

Commune de Maisons-Alfort. Deux actions ont été menées par la commune :

- Formation des animateurs sur les différentes conduites à risque, les formes actuelles de consommation chez les jeunes, la place des familles et du groupe face à ces consommations, les interventions possibles sans briser le lien.
- Mise en œuvre d'ateliers de sensibilisation au risque pris lors de ces conduites addictives à destination du public et création d'espaces de parole et d'échange sur les ressentis, les difficultés et les situations.

Commune de Limeil-Brévannes. Le projet se décline en 4 étapes :

- Etape 1 : ateliers de sensibilisation « Boost'Santé Jeunes » (animation débat) auprès des jeunes dans les Maisons de Quartier et au PIJ en partenariat avec le CRIPS sur l'éducation à la sexualité, la prévention des consommations de drogues, le bien-être, les écrans et les réseaux sociaux, intervention avec la PMI au lycée Guillaume Budé sous forme de stand de prévention et d'interventions dans les classes, atelier de sensibilisation avec l'association Drogues & Société ;
- Etape 2 : création d'un court-métrage sur les dangers des réseaux sociaux en collaboration avec un groupe de jeunes du Club Ados et les jeunes de la section Bac Pro ASSP du lycée Guillaume Budé ;
- Etape 3 : organisation d'une journée phare au Stade Pironi de prévention santé et de prévention routière à destination de toute la population Brévannaise avec la présence de tous les acteurs de la santé du territoire (Drogues et Société, Pluriels 94, le « Bus Santé » du Conseil départemental) ;
- Etape 4 : organisation une soirée de théâtre forum avec l'association La Relève Bariolée à l'Atelier Barbara avec tous les participants au projet (jeunes, familles, partenaires) avec la représentation de l'association de théâtre et la diffusion du court métrage créé par les jeunes.

Commune de Saint-Maur-des-Fossés. Par le biais d'une projection-débat, l'action « Addiction et entourage » s'articule en deux temps :

- le projection du film « Tout pour être heureux » de Jérôme Adam réalisé par Olivier Le Bris (85 min). Le film inspiré de l'histoire familiale du producteur, est centré sur l'entourage des patients addicts ;
- le débat à l'issue du film, des échanges sont organisés entre le public et des professionnels sur les sujets de la parentalité, des relations familiales, et de la consommation de stupéfiants et d'alcool.

Val d'Oise :

Commune d'Argenteuil : lutte contre le tabagisme.

- Création d'un espace sans tabac aux abords de deux établissements scolaires. Interventions en classe de CM2.
- Création d'un espace sans tabac aux abords de deux équipements publics, en impliquant le Conseil municipal des enfants. Interventions auprès des animateurs des centres de loisirs. Création d'un sport et inauguration. Les séances sont assurées par la Ligue contre le cancer. Marquage au sol et panneaux.

Commune de Bezons : déployer des actions contre les addictions auprès des collégiens, lycéens et leurs parents.

- Six séances d'information sur les addictions auprès de collégiens et de lycéens.
- Conférence théâtralisée avec intervention d'un addictologue auprès des parents.

Commune de Taverny : Interventions auprès des collégiens, lycéens, et jeunes accueillis en TIG au sein de la collectivité, par l'association DUNE et l'association « Tous uniques tous unis ».

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	431 438	28%
Prévenir les conduites addictives	264 156	61%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	12 457	3%
Accompagner les populations les plus vulnérables	72 036	17%
Conduire des actions de formation	44 329	10%
Actions d'études, diagnostics et communication	9 300	2%
Autres	29 160	7%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	1 097 478	72%
ARS	826 069	75%
Education Nationale	15 090	1%
FIPD	-	0%
Politique de la ville	37 240	3%
PDASR	5 712	1%
Justice	21 300	2%
Etat (autres)	35 489	3%
Collectivités territoriales	63 779	6%
Associations	2 800	0%
Autres	90 000	8%
FINANCEMENT TOTAL	1 528 916	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Calvados	70 918	142 538	67%	12	75%
Manche	57 453	67 518	54%	3	67%
Orne	34 041	96 682	74%	13	77%
Eure	62 512	135 734	68%	10	60%
Seine-Maritime	144 545	458 996	76%	41	71%
Région	61 969	196 010	76%	8	50%
Total	431 438	1 097 478		87	

Manche :

Commune de Saint Lô : Programme de soutien aux familles et à la parentalité

Seine-Maritime :

Métropole Rouen Normandie : Comprendre les liens entre usages et trafics de stupéfiants pour les Services de prévention spécialisée.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
CREDITS MILDECA (type d'actions)	742 002	20%
Prévention	418 852	56%
Sécurité, tranquillité publique et loi	34 900	5%
Populations vulnérables	170 334	23%
Formation	52 760	7%
Etudes, diagnostics et communication	21 156	3%
Autres	44 000	6%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	2 878 948	80%
ARS	1 062 788	37%
Education Nationale	25 014	1%
FIPD	46 400	2%
Politique de la ville	64 152	2%
PDASR	46 800	2%
Justice	93 284	3%
Etat (autres)	407 838	14%
Collectivités territoriales	394 439	14%
Associations	56 337	2%
Autres	681 896	24%
FINANCEMENT TOTAL	3 620 950	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Dordogne	44 695	115 821	72%	16	56%
Gironde	139 261	614 202	82%	34	50%
Landes	46 195	56 498	55%	12	83%
Lot-et-Garonne	41 536	141 978	77%	13	85%
Pyrénées-Atlantiques	69 750	212 655	75%	14	79%
Corrèze	33 877	48 332	59%	7	57%
Creuse	19 900	400 090	95%	12	17%
Haute-Vienne	48 188	50 550	51%	20	85%
Charente	38 456	152 994	80%	10	60%
Charente Maritime	61 594	351 768	85%	11	82%

Deux-Sèvres	49 116	115 524	70%	12	75%
Vienne	55 434	164 006	75%	14	79%
Région	94 000	454 530	83%	8	50%
Total	742 002	2 878 948	68%	183	

Charente-Maritime :

Commune de la Rochelle :

- Développer le dispositif de prévention et de réduction des risques veille sur tes amis sur le territoire rochelais ;
- Communiquer les messages de prévention santé à destination des jeunes ;
- Assurer une présence de prévention en centre-ville une fois par semaine et lors des événements festifs de la ville ;
- Renforcer le partenariat avec les établissements de nuit, les organisateurs de soirées étudiantes, les acteurs jeunesse sur la mise en place d'actions de prévention et de réduction des risques auprès du public jeune.

Dordogne :

Communauté de communes du Périgord ribéracois. Plusieurs actions ont été menées :

- Pièce interactive abordant les addictions aux jeux vidéo, drogues ;
- Organisation d'une soirée ciné-débat ;
- Mise en place d'une plaquette à destination des jeunes avec les différents lieux ressources du territoire.

Commune de Périgueux. Deux actions ont été mises en œuvre :

- Mise en place de petits-déjeuners au profit de personnes en errance pour favoriser la réduction de leurs consommations ;
- 2 petits déjeuners par semaine avec présence d'intervenants : PASS, CEID, France Addictions, psychologues du CMP.

Commune de Montgeron : 20 ateliers pour les parents d'enfants de 0 à 6 ans ont été organisés. Ils ont été co-animés par deux professionnels de la santé et de l'éducation.

Gironde :

Commune du Bouscat : Prévenir et réduire les addictions chez les jeunes et prévenir les addictions sans produits :

- Stratégie de sécurité et de prévention de la délinquance 2023-2026 ;
- Programme de soutien à la parentalité avec l'IREPS ;
- Mise en place d'un forum santé du Cm2 à la 4ème ;
- Travail avec la communauté éducative du Bouscat sur la sensibilisation aux écrans.

Commune de Sainte Foy la Grande : Prévenir et lutter contre les conduites addictives chez les jeunes. Dans un contexte où, en 2023, 80 délits routiers et infractions liés aux stupéfiants ont été enregistrés, il a semblé opportun de sensibiliser les jeunes aux risques de la consommation de drogues. Il apparaît donc impératif, particulièrement au sein du

quartier prioritaire, de sensibiliser les jeunes aux risques de la consommation de drogues, à la fois en milieu scolaire, mais également directement sur la route en permettant à la Police Municipale de détecter les situations à risque. Le public visé par cette action est, sur le volet prévention en milieu scolaire, les enfants de 6 à 11 ans scolarisés à l'école Paul Bert de Sainte-Foy-la-Grande, ainsi que les élèves des collèges et lycées du territoire (11-18 ans).

Commune de La Teste de Buch : actions Jeunesse de prévention et de réduction des conduites à risques chez les 11-30 ans.

- Faciliter la connaissance des risques et dommages associés aux pratiques addictives et des ressources disponibles pour le public.
- Favoriser l'engagement des jeunes et leur participation active dans les projets liés aux questions de santé.

Communauté de communes du Libournais : prévention des conduites addictives auprès des jeunes et sensibilisation des jeunes grâce à un partenariat avec les établissements scolaires.

Communauté de communes de Montesquieu : projet de prévention des pratiques numériques.

- Actions éducatives, espace d'échange et sensibilisation.
- Les écrans (pratiques numériques) et jeux vidéo (élèves de CM2 ; 6ème ; 5ème).

Commune de Bordeaux. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Bien grandir avec les écrans.
 - Mise en œuvre de 2 campagnes de prévention « 0-2 ans - Zero écran » et « Ecrans et jeunes enfants, restons prudents » (2-6 ans).
 - Organisation du Défi 10 jours sans écrans (6000 enfants de 3 à 10 ans concernés en 2024).
- Organisation de rencontres débats auprès des professionnels de l'enfance et de la santé et des parents d'enfants de 0 à 6 ans.
- Création et diffusion d'outils de prévention (livrets d'information, expositions, jeux de cartes de photo-expression) "

Communauté de communes de Blaye. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Lutte contre les addictions des jeunes.
- Information des jeunes sur la réalité des consommations d'alcool et de drogues.
- Sensibilisation des jeunes aux conséquences de la consommation d'alcool et de drogue : la santé (physique/psychiques), les relations sociales (isolement, agressivité, dépression), l'altération de la perception (temps de réaction, déformation de l'espace/temps) et les conséquences (accident de la route...) Informer les jeunes sur les lois et les implications pénales liées à la consommation d'alcool ou de drogue.
- Développement de la connaissance des jeunes sur les conduites responsables et sur les gestes de premiers secours.
- Sensibilisation aux risques liés à l'usage des paris sportifs Sensibiliser à l'hygiène de vie par l'alimentation et l'activité physique et sportive.

Commune de Lormont : plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Lutte contre la consommation du protoxyde d'azote ;
- Prévention de la dangerosité ;

- Travail sur les représentations et les comportements ;
- Repérage des lieux de consommation ;
- Rappel de l'interdiction de vente aux mineurs.

Commune de Cenon. Deux actions ont été mises en œuvre :

- Formation de lutte contre les addictions.
- Formation des agents de la ville de Cenon à la lutte contre les pratiques addictives, notamment auprès des jeunes.

Lot-et-Garonne :

Communauté de communes Fumel Vallée du Lot : prévention sur l'utilisation des écrans pour les classes de 6ème, de 3ème et pour les lycéens.

- Les thématiques abordées seront : l'usage des écrans, le cadre juridique des réseaux sociaux des mises en situations mobilisant les compétences psycho-sociales des élèves. Mise en place d'une Consultation Jeunes Consommateurs au sein du pôle jeunesse de Fumel.

Communauté Val de Garonne. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Diffusion d'opercules/protège-gobelets sur les lieux festifs : il s'agit de proposer aux jeunes présents sur les festivals ou événements festifs, des opercules/protèges gobelet pour éviter que de la drogue soit versée à leur insu (majoritairement des femmes) dans leur verre. Plusieurs objectifs étaient ciblés :
 - Réassurer les jeunes (majoritairement des femmes - inquiétude au regard de l'utilisation de GHB) par une écoute et un dialogue avant la délivrance de l'opercule (le premier danger étant lié à l'absorption de l'alcool).
 - Diffuser un message de prévention et le logo de VGA gravées sur l'opercule (sauf contraintes techniques avérées).
- Développer une action prévention santé pour limiter les risques liés à une surconsommation d'alcool dans un environnement de forte chaleur et expérimenter une distribution d'eau mobile et gratuite pour faciliter et encourager la consommation d'eau sur ces événements. En complément des équipes identifiées, ce projet impliquera en journée les jeunes du territoire au travers d'un chantier jeunes déployé chaque année par le réseau Information jeunesse de Marmande. L'association « les étudiants du cœur » était également mobilisée sur cette mission et a assuré la distribution d'eau ainsi que les maraudes sur le festival Action.

Haute-Vienne :

Communauté de communes des Portes de Vassivière : "Vassi'day se veut être un programme novateur sur le territoire, en matière d'informations, de prévention et de la vie quotidienne.

- Regrouper dans un même lieu durant une journée entière : associations, organismes, professionnels de santé pour répondre aux interrogations des jeunes et des seniors dans différents domaines de la vie quotidienne (santé, dépistage, addictions, sexualité, prévention, hygiène, nutrition...
- Permettre à chacun de passer une journée instructive, inclusive et conviviale grâce à différentes animations tout au long de la journée.

Cette journée est organisée le matin par l'accueil des collégiens et lycéens du secteur (3 collèges et 1 lycée) avec la présence de stands répondant aux problématiques rencontrées par ce public. L'après-midi, les seniors sont accueillis (+de 60ans), les stands seront alors adaptés aux besoins : santé, nutrition, prévention, dépistage, sommeil...

Cette journée sera rythmée par des animations musicales et sera clôturée par un concert.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	729 933	24%
Prévenir les conduites addictives	547 066	75%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	28 863	4%
Accompagner les populations les plus vulnérables	59 739	8%
Conduire des actions de formation	44 276	6%
Actions d'études, diagnostics et communication	3 200	0%
Autres	46 789	6%
CREDITS ADDITIONNELS	2 310 407	76%
ARS	447 929	19%
Education Nationale	250	0%
FIPD	145 658	6%
Politique de la ville	89 630	4%
PDASR	81 816	4%
Justice	161 672	7%
Etat (autres)	824 623	36%
Collectivités territoriales	390 293	17%
Associations	45 535	2%
Autres	123 001	5%
FINANCEMENT TOTAL	3 040 340	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Aude	39 751	257 451	87%	13	69%
Gard	78 625	261 594	77%	19	74%
Hérault	116 363	-	0%	22	82%
Lozère	16 733	74 892	82%	9	56%

Pyrénées-Orientales	64 446	118 391	65%	18	65%
Ariège	26 398	325 788	93%	11	64%
Aveyron	33 941	-	0%	11	73%
Gers	21 301	112 492	84%	9	78%
Haute-Garonne	157 017	398 917	72%	21	57%
Hautes-Pyrénées	33 941	56 539	62%	9	89%
Lot	22 625	17 314	43%	10	70%
Tarn	45 257	251 303	85%	14	50%
Tarn-et-Garonne	37 714	385 726	91%	12	58%
Région	35 821	50 000	58%	2	50%
Total	729 933	2 310 407		180	

Ariège :

Commune de Pamiers : le bar sans alcool du service médiation de la Mairie de Pamiers est devenu incontournable sur le territoire. Il continue même de s'améliorer et se développer, au travers de cocktails de qualité et de jeunes bénévoles impliqués. En 2024 une quinzaine d'opérations ont été réalisées : 8 en milieu festif, 8 en milieu scolaire.

- Créer des cocktails de qualité et attrayant (couleurs, fruits, goût modernes).
- Rendre les jeunes acteurs de leur propre prévention (confection des cocktails, service de jeune à jeune).

Gard :

Commune de Nîmes. Le projet se décline en quatre phases : dans un premier temps le recrutement d'étudiants afin de réaliser des missions ponctuelles dans un but préventif lors de différentes manifestations évenementielles (association étudiante ou encore de la ville de Nîmes). Les missions sont réalisées sous forme de vacations en binôme et supervisé par un agent du service Jeunesse. Ensuite, les phases suivantes sont consacrées à l'accompagnement de ces groupes via des formations « santé » ainsi que l'équipement des groupes de matériel et fournitures pour assurer l'animation. Enfin, la phase finale consiste en un suivi de ce dispositif et un retour d'expérience.

Commune de Port Saint Esprit. Ateliers de prévention des addictions (produits stupéfiants et comportements déviants qui en découlent, danger du numérique liés aux troubles) - deux ateliers par mois soit vingt ateliers de 2 heures en 2024 avec deux intervenants de l'association CIVIS ; Co-construction d'une pièce de théâtre avec les participants des ateliers de prévention sur la thématique des addictions avec deux ateliers par mois soit vingt ateliers de 1h30 avec un 2 artistes de la Compagnie M.KEYS (théâtre d'improvisation). Un temps de restitution est organisé en fin d'année avec la participation des parents.

Gers :

Commune de Condom : mise en place d'un dispositif de prévention dans le cadre du festival des bandas.

Commune de Fleuranc. Organisation Jour J : mobiliser les partenaires jeunesse pour les jeunes. Intervention et animation.

Haute-Garonne :

Communauté de communes Béziers Méditerranée : La démarche Festa Ben vise à l'intervention auprès des organisateurs et acteurs de la fête ainsi qu'auprès des publics.

Communauté de communes du Pays de l'Or : accueil et soutien psychologique des adolescents ou jeunes adultes entre 12 et 25 ans et de leurs parents. Les permanences sont assurées par des psychologues du groupe SOS.

Commune de Mauguio Carnon : sensibilisation, prévention et intervention d'une équipe professionnelle autour de la problématique de la consommation et des addictions en amont et pendant la fête votive. L'objectif est d'initier la réflexion chez les jeunes à partir de 15 ans autour de la possibilité de dissociation alcool/ produits psychoactifs et fête.

Lot :

Commune de Figeac. Plusieurs actions ont été mises en œuvre :

- Maraudes nocturnes à pied dans rue de Figeac lors des soirées de repas de classe pour intervenir en médiation ;
- Stand de prévention du Bureau d'information Jeunesse : animations multiples supports d'information et outils préventifs ;
- Animation par l'UDPS d'1 lieu de repli pour les jeunes en détresse.

Commune de Cahors. Deux actions ont été mises en œuvre :

- Mise en place d'un dispositif d'information et de prévention chez les jeunes lors des jeudis festifs à la veille des vacances scolaires : intervention en milieu scolaire, courrier d'information aux parents d'élèves lycées de Cahors, d'un dispositif physique tous les jeudis de vacances scolaires (stand d'accueil, bar sans alcool, prévention et maraudes).
- Animation du réseau des acteurs de cette thématique.

Pyrénées-Orientales :

Communauté de communes Vallespir : programme psycho-éducatif de renforcement des compétences familiales lors de sessions d'accueil des parents et des enfants (gestion des émotions, développement des capacités d'écoute et de communication, addiction aux écrans).

Commune de Cabestany : Formation du personnel intervenant auprès des publics enfance et jeunesse aux CPS.

Commune du Soler : ateliers de sensibilisation aux addictions auprès des adolescents de la commune et des enfants de l'école primaire et des grandes sections de l'école maternelle.

Communauté de communes du Haut Vallespir : prévention des consommations à risque des jeunes du Vallespir.

Commune de Saint-Estève : action de prévention aux différentes dérives.

Tarn :

Commune de Lavaur : journée de prévention aux addictions.

Commune de Carmaux : proposer aux familles de s'investir dans un projet de court métrage sur le rapport de la famille aux écrans.

Tarn-et-Garonne :

Communauté de communes du Quercy Rouergue et gorges de l'Aveyron. Deux actions ont été mises en œuvre :

- Mise en place de permanences sous la forme d'un espace pluri-partenarial regroupant des professionnels de secteur social, éducatif et juridique intervenant sur le territoire pour offrir un lieu d'accueil et d'écoute ;
- Permanences les mercredis AM au Point Information Jeunesse de la MSAP.

Communauté de communes du Grand Montauban. Deux actions ont été déployées :

- Mise en place d'un Forum Prévention visant les collégiens de 3ème, de lycéens et du lycée des métiers de Montauban et du Grand Montauban.
 - Déroulement sur 2 jours (8h30-12h30 et 13h30-16h30), avec en soirée un théâtre forum ouvert aux familles et au public au théâtre ODG ;
- Mise en place d'ateliers sur les conduites à risques, en fonction de la demande des établissements et du niveau des élèves.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	643 400	39%
Prévenir les conduites addictives	398 961	62%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	15 000	2%
Accompagner les populations les plus vulnérables	158 939	25%
Conduire des actions de formation	41 500	6%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	29 000	5%
CREDITS ADDITIONNELS	1 016 899	61%
ARS	233 500	23%
Education Nationale	480	0%
FIPD	24 000	2%
Politique de la ville	21 500	2%
PDASR	1 200	0%
Justice	121 676	12%
Etat (autres)	122 798	12%
Collectivités territoriales	253 171	25%
Associations	102 696	10%
Autres	135 878	13%
FINANCEMENT TOTAL	1 660 299	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Alpes de Haute-Provence	31 161	131 235	81%	6	50%
Alpes-Maritimes	96 000	175 263	65%	17	82%
Bouches du Rhône	173 839	-	0%	27	63%
Hautes-Alpes	34 000	116 526	77%	8	50%
Var	93 000	462 204	83%	13	77%
Vaucluse	73 300	131 671	64%	9	56%
Région	142 100	-	0%	7	71%
Total	643 400	1 016 899		87	

Hautes-Alpes :

Communauté de communes du Buech Devoluy : le dispositif s'appuie sur un voyage – séjour à Madagascar à la rencontre des enfants des rues – pour renforcer l'esprit d'équipe et les compétences psychosociales des jeunes. Ce séjour solidaire offre une opportunité unique aux jeunes, de grandir, d'apprendre et de contribuer positivement à une communauté mondiale

Préalablement différentes actions de sensibilisation et de prévention sur les conduites à risque sont mises en place auprès des jeunes du sud du département

Création de plaquettes d'information à destination des familles et des jeunes ;

- Organisation d'un forum de prévention au collège de Laragne Montéglin ;
- Organisation d'un forum prévention au collège et au lycées professionnel de Veynes ;
- Organisation de soirées de prévention au local jeunes de Veynes : consommation mise en danger et mal être ;
- Formation des éducateurs pour la préparation du séjour à Madagascar ;
- Soirée prévention photo langage Consommation mise en danger et mal-être ;
- Journée rencontres et cohésion de groupes ;
- Chantiers jeunes pour financer le voyage (ventes sur le marché, tombola, nettoyage urbain pour les communes ;
- Orientation et accompagnement des jeunes vers les structures adaptées pour traiter les addictions ;
- Partenaires mobilisés : collectivités territoriales, MJC, services de l'État dont Préfecture, PJJ, FSI, CSAPA, ass enfant en danger, maison des adolescents, CMP, DAHLIR, équipe de prévention du CISPD.

Communauté de communes du Guillestrois Queyras. Dispositif de lutte contre les addictions : la problématique liée à la surconsommation d'écrans.

- Objectifs : les actions proposées visent à non pas interdire cette utilisation mais plutôt à sensibiliser les jeunes à des pratiques « sans risques ». Le projet vise également à sensibiliser les familles de ces jeunes.
- Descriptif : être capable de discerner la vraie de la fausse information, être capable d'appréhender les contenus visionnés, rencontre avec les familles des élèves de 6e, conférence-débat sur les usages et pratiques des écrans animée par des professionnels sensibilisés à cette problématique. Des actions seront proposées tout au long de l'année à l'attention des classes de 6e en partenariat avec le collège et le service jeunesse autour des thématiques suivantes : comment rechercher une information, comment reconnaître une vraie d'une fausse information.

Communauté de communes de Serre Ponçon : prévention de la participation des jeunes au trafic de stupéfiants

- Objectif : investir les espaces référencés comme lieux de deal, travailler de concert avec les différents partenaires de la CCSP sur le repérage et la prévention des consommations, établir un état des lieux de la consommation de stupéfiants par les saisonniers répertoriés ou susceptibles de travailler sur le territoire, collaborer avec les forces de l'ordre référencées comme intervenant spécifiquement dans le cadre de la prévention des trafics de stupéfiant, agir en relation étroite avec l'Education Nationale par des actions ciblées auprès des jeunes scolarisés.

Le dispositif s'est appuyé sur une collaboration des partenaires du territoire (FSI, collectivités territoriales, associations, services de l'Etat) associés aux différentes actions ainsi que sur la prise de conscience des jeunes et de leurs familles des risques liés à la consommation de substances psychoactives.

Commune de Gap : Adrénaline ! Vivre ensemble des expériences sans produits.

Objectifs :

- Proposer à des jeunes vulnérables âgés de 14 à 17 ans, exposés à des risques accrus de consommation et de participation aux trafics de stupéfiants, peu réceptifs aux discours et aux campagnes de prévention grand public, identifiés par l'équipe de prévention, une expérience de chantier éducatif pour les éloigner du milieu stupéfiant et encourager le travail en équipe et le développement de compétences ;
- Renforcer l'estime de soi et le sentiment d'accomplissement,
- Amener ces jeunes à découvrir une activité à sensation (autre forme d'adrénaline), organiser 2 cohortes de 7 jeunes qui sont déjà ancrés dans des comportements à risque, sans prise de conscience des risques encourus ou sans souhait d'entamer une démarche de soin, avec le chargé de prévention du CSAPA afin d'impulser un débat proactif avec ces jeunes autour des notions de consommation et de comportement à risque.

Alpes-Maritimes :

Commune de Villeneuve-Loubet.

- Prévenir les conduites à risques.

- Limiter les accidents de la route liés à la consommation de toute substance addictive.
- Diffuser l'information.
- Prévenir les infections et maladies sexuellement transmissibles. Prévenir les agressions sexuelles

Commune de Mourans-Sartoux : mise en œuvre du programme PSFP qui vise à améliorer le fonctionnement familial en favorisant la communication parent-enfant, ainsi que l'acquisition et/ou le renforcement d'habiletés parentales ainsi que le sentiment d'efficacité parentale, les habiletés parentales et la communication dans le couple. Favoriser le développement de CPS des enfants

Bouches-du-Rhône :

Commune de Berre L'Étang : réalisation d'un diagnostic local territorial des addictions avant implantation d'une consultation hebdomadaire par des addictologues

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	350 808	23%
Prévenir les conduites addictives	173 830	50%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	26 950	8%
Accompagner les populations les plus vulnérables	87 000	25%
Conduire des actions de formation	60 528	70%
Actions d'études, diagnostics et communication	2 500	1%
Autres	-	0%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	1 191 640	77%
ARS	468 883	39%
Education Nationale	8 725	1%
FIPD	16 700	1%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	8 150	1%
Justice	3 500	0%
Etat (autres)	223 637	19%
Collectivités territoriales	247 417	21%
Associations	17 260	1%
Autres	197 368	17%
FINANCEMENT TOTAL	1 542 448	100%

Crédits 2024 ventilés par départements et en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Loire-Atlantique	37 350	58 555	61%	17	71%
Maine-et-Loire	39 228	223 350	85%	8	75%
Mayenne	82 250	103 720	56%	14	79%
Sarthe	67 000	286 666	81%	13	85%

Vendée	74 980	32 042	30%	14	64%
Région	50 000	487 307	91%	4	100%
Total	350 808	1 191 640		70	

Loire-Atlantique :

Commune de Rezé : prévention des addictions chez les jeunes.

- Le service Médiation & Prévention de la Délinquance a initié des projets permettant, via un support ludique, de créer des temps d'échange sur les problèmes que peuvent rencontrer les jeunes et qui peuvent faciliter des conduites à risques sensibiliser du public jeune aux risques induits par la consommation de produits addictifs.
- Création de moments d'échanges entre les jeunes, les médiateurs de la Ville et les intervenants (partenaires) présents sur chaque action.

Commune de Saint-Herblain : dispositif de prévention sur l'espace public avec la diffusion d'informations et d'animations d'outils de prévention sur les thématiques des addictions devant les collèges publics de la commune (3 établissements) en priorité sur les QPV (2 établissements).

- Contenu des séances : Stand d'information, stand d'animation, espace de parole, espace convivialité.

Commune de Guérande : prévention et promotion de la santé auprès des adolescents et des jeunes adultes.

- Développer et renforcer les compétences psychosociales.
- Prévenir les risques en milieu festif, dans les établissements scolaires et sur l'espace public.
- Proposer un lieu ressource informel à disposition des jeunes et des familles : le Point Info Santé.
- Proposer des formations à destination des professionnels (premier secours en santé mentale) et des bénévoles dans le domaine du médico-social.

Maine-et-Loire :

Commune d'Angers : prévenir et réduire les comportements à risque liés aux pratiques festives.

- Deux modalités d'intervention différentes : sur l'espace public en soirée, par la pratique du "aller vers" et lors d'actions de sensibilisation en journée (stand, animation, etc) dans lieux de vie du public jeune.
- 3 objectifs spécifiques : informer et outiller les jeunes, faciliter leur orientation vers les structures ressources (prévention et prise en charge) et assurer un rôle de veille (évolution des pratiques, occupation de l'espace public, etc.). L'équipe est composée de 8 jeunes pairs formés à la prévention : alcool, tabac et

autres produits psychoactifs, risques sexuels (contraception, IVG, IST, consentement / violences), risques auditifs, sommeil, gestion de conflit, communication, premiers secours en santé mentale et au PSC1. 8 séances d'analyse de la pratique sont également proposées. Elle est encadrée par une chargée de prévention (psychologue sociale de la santé). L'action se déroule d'une part en centre-ville, sur l'espace public. Démarche du "aller vers" (déambulation) et présence à un point fixe (stand) afin de faciliter l'identification, la visibilité et permettre aux personnes qui le souhaitent de nous retrouver. Le stand favorise aussi l'utilisation de différents outils (quizz, jeux de cartes, plaquettes de prévention, produits de coupe du cannabis, etc.).

Mayenne :

Communauté de communes de Mayenne communauté : prévention aux addictions et aux conduites à risques à destination des jeunes.

- Action de théâtre forum abordant les addictions et les conduites à risque aux établissements scolaires du territoire

Vendée :

Commune d'Aizenay : mettre en podcast deux des histoires de la BD ADDICTS faite l'année dernière (L'alcool et les jeux en ligne) dans l'objectif de sensibiliser les jeunes aux addictions et de créer un deuxième support pédagogique pour faciliter le dialogue sur cette thématique.

Communauté de communes de Pouzauges : actions de prévention et de sensibilisation auprès d'un large public, sur différentes thématiques (alcool, drogue, sécurité routière, violences sexistes et sexuelles, réseaux et écrans ...).

Commune de Chavagne en Paillers : spectacle pédagogique et sensibilisation des jeunes aux risques liés à la consommation d'alcool.

Commune de Luçon : deux actions ont été mises en œuvre :

- Théâtre interactif intitulé "cyberharcèlement" proposé aux élèves de CM1, CM2 (tous les 2 ans) et 4ème des écoles et collèges de la commune. Les représentations se dérouleront au théâtre municipal Millandy. A travers plusieurs saynètes, les comédiens échangent avec les élèves sur l'utilisation abusive, l'addiction et les conduites à risque liées aux réseaux sociaux. Un appel est effectué auprès des comédiens de la compagnie de "L'effet Théâtre".
- Durant une demi-journée, sur un temps scolaire banalisé, chaque élève de 6ème des collèges Beltrame et Ste Ursule participera à 2 ateliers : un atelier théorique obligatoire (échanges-débats) et deux ateliers pratiques proposés (au choix jeux vidéo ou ateliers ludiques)

OUTRE-MER

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	110 000	15%
Prévenir les conduites addictives	69 000	63%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	11 000	10%
Accompagner les populations les plus vulnérables	30 000	27%
Conduire des actions de formation	-	0%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	-	0%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	620 500	85%
ARS	46 000	7%
Education nationale	-	0%
FIPD	12 500	2%
Politique de la ville	25 000	4%
PDASR	-	0%
Justice	-	0%
Etat (autres)	68 500	11%
Collectivités territoriales	100 000	16%
Associations	-	0%
Autres	368 500	59%
FINANCEMENT TOTAL	730 500	100%

Crédits 2024 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
Départements	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Guadeloupe	95 000	46 000	33%	8	63%
Saint-Martin Saint-Barth	15 000	574 500	97%	2	100%
Total	110 000	620 500		10	

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	90 000	14%
Prévenir les conduites addictives	35 580	40%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	-	0%
Accompagner les populations les plus vulnérables	54 420	60%
Conduire des actions de formation	-	0%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	-	0%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	571 096	86%
ARS	442 320	77%
Education nationale	-	0%
FIPD	8 000	1%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	-	0%
Justice	30 000	5%
Etat (autres)	55 000	10%
Collectivités territoriales	12 500	2%
Associations	-	0%
Autres	23 276	4%
FINANCEMENT TOTAL	661 096	100%

Crédits 2024 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
	€	€	%	Nombre	Taux de reconduction
Guyane	90 000	571 096	86%	7	71%

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	160 000	67%
Prévenir les conduites addictives	73 200	46%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	13 130	8%
Accompagner les populations les plus vulnérables	23 670	15%
Conduire des actions de formation	-	0%
Actions d'études, diagnostics et communication	50 000	31%
Autres	-	0%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	79 982	33%
ARS	39 301	49%
Education Nationale	-	0%
FIPD	-	0%
Politique de la ville	-	0%
PDASR	-	0%
Justice	-	0%
Etat (autres)	12 000	15%
Collectivités territoriales	7 782	10%
Associations	9 834	12%
Autres	11 065	14%
FINANCEMENT TOTAL	239 982	100%

Crédits 2023 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
La Réunion	160 000	79 982	33%	11	55%

Commune de Saint-Benoit : 3^e et dernière année du déploiement du programme pluriannuelle soutenu par la MILDECA avec les principales actions suivantes :

- Maraudes sociales dans les quartiers auprès des publics vulnérables avec l'appui de l'association ABDESS ;
- Formation en addictologie et RPIB auprès des professionnels de la commune (agents communaux, acteurs associatifs, travailleurs sociaux) ;
- Promotion des interdits protecteurs en partenariats avec les commerçants de la commune.

Commune de Bras-Panon : lancement de la 1^{ère} année de mise en œuvre de la convention pluriannuelle sur 3 ans avec programme de prévention communale des addictions selon les actions suivantes à mener :

- Interdits protecteurs : formation loi Evin des commerçants et agents municipaux, cartographie des débits de boissons, campagnes de contrôles et de communication ;
- Accompagnement à la vie festive : stands de prévention à la foire agricole et navettes ;
- Prévention en milieu professionnel : adhésion à ESPER, formations 1^{er} repères addictologies et RPIB des cadres, consultations ; CSAPA
- Sensibilisation des jeunes et des parents : programme Zarboutan, affaires de familles et formation RPIB de l'ARPSH, ambassadeurs de quartier pour maraudes.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	90 000	18%
Prévenir les conduites addictives	29 256	33%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	-	0%
Accompagner les populations les plus vulnérables	50 300	56%
Conduire des actions de formation	-	0%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	10 444	12%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	405 589	82%
ARS	315 415	78%
Education nationale	-	0%
FIPD	17 649	4%
Politique de la ville	25 700	6%
PDASR	-	0%
Justice	3 000	1%
Etat (autres)	9 000	2%
Collectivités territoriales	30 535	8%
Associations	-	0%
Autres	4 290	1%
FINANCEMENT TOTAL	495 589	100%

Crédits 2024 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Martinique	90 000	405 589	82%	13	77%

Ville du Marin : l'action intitulée ma santé une priorité de vie a pour objet de sensibiliser les jeunes aux dangers de la consommation de substances psychoactives ainsi que les effets des écrans et jeux vidéo sur l'apprentissage et le sommeil. Organisation d'un deuxième village de prévention sur ces thématiques.

Crédits 2024 ventilés par thème et part des cofinancements

	Euros	%
DOTATION MILDECA (type d'actions)	41 010	100%
Prévenir les conduites addictives	-	0%
Renforcer la sécurité, la tranquillité publique et l'application de la loi	-	0%
Accompagner les populations les plus vulnérables	-	0%
Conduire des actions de formation	41 010	100%
Actions d'études, diagnostics et communication	-	0%
Autres	-	0%
CREDITS ADDITIONNELS (cofinancement des actions)	-	0%
ARS	-	0%
Education Nationale	-	#DIV/0!
FIPD	-	#DIV/0!
Politique de la ville	-	#DIV/0!
PDASR	-	#DIV/0!
Justice	-	#DIV/0!
Etat (autres)	-	#DIV/0!
Collectivités territoriales	-	#DIV/0!
Associations	-	#DIV/0!
Autres	-	#DIV/0!
FINANCEMENT TOTAL	41 010	100%

Crédits 2024 ventilés en nombre de projets

	Crédits MILDECA	Cofinancements		Projets	
	€	€uros	%	Nombre	Taux de reconduction
Mayotte	41 010		0%	2	0%

ANNEXES



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

Le Président

Affaire suivie par :
Marie FAVERJON
Coordinatrice de l'action territoriale
01 42 75 69 57
marie.faverjon@pm.gouv.fr

Paris, le 14 décembre 2023

Mesdames et Messieurs les Préfets de région et de département

Mesdames et Messieurs les chefs de projets MILDECA

L'année 2024 marque l'entrée dans un nouveau cycle pour la politique de lutte contre les drogues et les conduites addictives avec l'adoption par le Gouvernement, en mars 2023, de la nouvelle Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives (SIMCA) pour la période 2023-2027. Cette stratégie, dans la prolongation du plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022, place les préfetures de région et de département au cœur de la déclinaison opérationnelle de ses orientations stratégiques.

1. LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE INTERMINISTERIELLE DE MOBILISATION CONTRE LES CONDUITES ADDICTIVES

La stratégie se décline en programmations nationales de l'action publique, comme le plan national de lutte contre le tabac 2023-2027, présenté en novembre 2023, le deuxième plan national de lutte contre les stupéfiants ou encore la future stratégie de prévention de la délinquance. Ces plans nationaux pourront conduire à de nouvelles actions locales qu'il appartiendra aux préfetures de coordonner avec les feuilles de route régionales et les plans d'action départementaux de déclinaison de la SIMCA.

L'élaboration de ceux-ci a été organisée par l'instruction du 28 mars 2023 relative à la « Mise en œuvre dans les territoires de la Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites

addictives 2023-2027 ». Les documents finalisés que vous m'avez transmis à l'automne 2023 témoignent de l'engagement fort des préfectures pour traduire la stratégie nationale en actions opérationnelles ayant un impact tangible sur la santé et la sécurité des citoyens.

Ces plans d'action départementaux permettent également de mesurer l'ensemble des outils, bien au-delà des crédits délégués par la MILDECA, dont disposent les représentants de l'Etat dans les territoires pour agir contre les conduites addictives et limiter leurs conséquences, pour l'individu comme pour la société.

En parallèle, les Agences régionales de santé (ARS) ont finalisé à l'automne 2023 les projets régionaux de santé pour la période 2023 – 2028. Ces derniers incluent des axes relatifs à la prévention des conduites addictives, aux soins et à l'accompagnement des usagers de drogues et s'appuient en particulier sur les crédits du Fonds d'intervention régional (FIR), renforcés par le Fonds national de lutte contre les addictions. Les plans régionaux de santé sont disponibles sur les sites internet des différentes ARS.

Dans ces circonstances, je vous invite pour 2024 à animer et à mettre en œuvre le plan d'action départemental que vous avez arrêté, conformément à l'instruction du 28 mars 2023, tout en veillant à la cohérence globale, à l'échelle de votre département, de l'action publique en matière de lutte contre les drogues. L'animation départementale peut notamment s'organiser autour d'un comité de pilotage, distinct du comité des financeurs lié aux crédits MILDECA.

Pour vous accompagner, la MILDECA organisera, en 2024, six webinaires à destination des chefs de projet et des personnels des préfectures mobilisés sur les drogues et les conduites addictives, afin de favoriser l'échange d'informations et de bonnes pratiques. A titre indicatif, les webinaires programmés pour l'année 2024 porteront sur les thèmes suivants :

- janvier : l'appel à projet 2024 de la MILDECA à destination des collectivités territoriales ;
- mars : l'accompagnement de la vie festive et des grands événements sportifs ;
- mai : les missions et les moyens des ARS pour lutter contre les addictions ;
- juillet : le bilan annuel de l'activité des préfectures en matière de lutte contre les drogues et les conduites addictives (dont le bilan financier à transmettre à la MILDECA) ;
- septembre : l'essentiel sur les addictions, produits et chiffres clés ;
- novembre : les domaines de coopération avec les services de la Justice pour lutter contre les drogues et les conduites addictives

La MILDECA mettra également à votre disposition, courant 2024, un module de formation en ligne sur les drogues et les conduites addictives co-construit avec l'Ecole des hautes études en santé publique (EHESP). Cet outil pédagogique simple a vocation à renforcer les compétences de tous les acteurs qui vous entourent.

2. LE DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Les collectivités locales, en premier lieu les communes et groupements de communes, sont des relais essentiels de la lutte contre les conduites addictives, de par leur proximité avec les citoyens. Le Guide « Le Maire face aux conduites addictives », élaboré par la MILDECA en partenariat avec l'Association des Maires de France, décrit les défis auxquels sont confrontés les élus locaux ainsi que les leviers à leur disposition.

Je vous invite à inclure les problématiques liées aux drogues et aux conduites addictives dans les partenariats que vous avez noués avec les collectivités locales au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), des contrats locaux de santé (CLS), des contrats de sécurité intégrée (CSI) ou de cadres de partenariat plus ponctuels.

Les crédits que la MILDECA vous délègue peuvent permettre de financer des actions locales portées par des collectivités.

En 2024, la MILDECA lance un nouvel appel à projets national destiné aux communes et aux intercommunalités souhaitant s'engager dans un projet de prévention de l'entrée dans les trafics de stupéfiants. Cet appel à projet prolonge l'expérimentation LIMITS porté par la MILDECA depuis 2020 dans les communes de Loos et de Lille.

- **Je vous remercie par avance de bien vouloir transmettre le cahier des charges, qui vous sera adressé début 2024, aux communes et intercommunalités de votre territoire, et de les accompagner le cas échéant dans leur projet de candidature.**

Etant donné que la réussite de tels projets exige la bonne coordination des pouvoirs publics locaux, sous l'égide de la préfecture, je souhaite que vous puissiez être parties de la convention de partenariat qui pourra être conclue.

Par ailleurs, si une collectivité territoriale de votre département propose un projet expérimental ou structurant pour le territoire en matière de lutte contre les drogues et les conduites addictives, hors appel à projet national, vous pouvez solliciter la MILDECA pour des financements complémentaires à l'enveloppe départementale.

3. LE CHOIX DES PROJETS A FINANCER PAR LES CREDITS DELEGUES

3.1. Montant

Les montants délégués aux préfectures pour 2024 s'élèvent à **8,6 millions d'euros**.

La répartition régionale et les règles d'utilisation des crédits sont présentées en annexe 1 et 3.

3.2. Choix des projets à financer

Pour le choix des projets à financer, un/des appels à projet locaux (niveau régional et/ou départemental) peuvent être organisés. Afin de simplifier les phases de dépôt des dossiers et d'instruction, il vous est possible d'utiliser l'interface « démarches simplifiées ».

Le conventionnement direct avec des porteurs de projets est aussi possible, à condition de formaliser précisément les conditions d'attribution des subventions (objectifs et durée du projet, montant de la subvention, livrables attendus...).

De façon générale, aucun porteur de projets, ni ses prestataires, ne doivent avoir de liens avec l'industrie de production du tabac (article 5.3 de la CCLAT), de l'alcool, du cannabis, des jeux d'argent et de hasard et des jeux vidéo.

3.3. Assurer le maillage territorial de la réponse aux besoins

Afin d'aider les départements où les porteurs de projets sont les moins présents, les enveloppes et appels à projets régionaux peuvent servir à négocier avec un opérateur une meilleure couverture territoriale des interventions sur plusieurs années.

Par ailleurs, l'élaboration de conventions pluriannuelles d'objectifs avec le secteur associatif et vos partenaires territoriaux (modèle en annexe) est possible.

Dans ce cas l'engagement peut être prévisionnel pour la durée de la convention, ferme d'un an et prévoir la possibilité de reconductions annuelles, sous la forme d'avenants. Cette pluri annualité doit être conditionnée à la réalisation d'objectifs explicites.

La gestion des subventions liées (AE/CP) devra quant à elle rester soumise aux principes de l'annualité budgétaire.

Enfin, les crédits MILDECA peuvent aussi venir en cofinancement des projets soutenus par l'agence régionale de santé dès lors qu'ils répondent aux besoins territoriaux identifiés.

Je vous remercie de bien vouloir me tenir informé des difficultés éventuelles concernant l'application de cette instruction et vous assure, Mesdames et Messieurs les Préfets de région et de département, Mesdames et Messieurs les chefs de projets MILDECA, de mon soutien total dans la mise en œuvre de votre action au bénéfice de la lutte contre les drogues et les conduites addictives.

Dr Nicolas PRISSE

Les annexes :

1. Dotation 2024
2. Organisation de la MILDECA
3. Ingénierie de la campagne budgétaire 2024
4. Questions fréquemment posées
5. Modèle de convention pluriannuelle d'objectifs

ANNEXE 2
DOTATION 2024

	Dotation 2023 (euros)
Auvergne Rhône Alpes	920 000
Bourgogne Franche Comté	405 000
Bretagne	403 000
Centre Val de Loire	322 000
Corse	86 000
Grand Est	776 000
Ile de France	1 512 200
Hauts de France	745 000
Nouvelle Aquitaine	746 000
Normandie	415 000
Occitanie	732 500
Pays de la Loire	425 000
Provence Alpes Côte d’Azur	630 900
Régions d’outre-mer	
Guadeloupe Dont 15 000 euros pour Saint Martin	110 000
Guyane	90 000
La Réunion	160 000
Mayotte	50 000
Martinique	90 000
Total	8 618 600

MILDECA

Mission interministérielle de lutte contre les
drogues et les conduites addictives

Retrouvez-nous sur :



et sur drogues.gouv.fr



Les services du Premier ministre
sont labellisés Diversité-Égalité !